

Présidentielle en RDC : vers un troisième report des élections

@rib News, 20/12/2018 Source AFP Un nouveau report des élections doit être annoncé jeudi après-midi en République démocratique du Congo, la grande colère de l'opposition qui souhaite un départ rapide du président Joseph Kabila (photo), en place depuis 2001.

"La Commission électorale nationale indépendante (CENI) nous a dit qu'elle est dans l'incapacité technique d'organiser les élections le 23 décembre", a déclaré à l'AFP l'un des candidats à la présidentielle, le pasteur Théodore Ngoy. Faisant allusion à des retards dans le déploiement du matériel électoral, et l'incendie d'un entrepôt de la CENI il y a une semaine à Kinshasa, qui a porté "un grand coup" au processus électoral. M. Ngoy a été reçu par le président de la CENI, Corneille Nangaa, avec d'autres candidats ou leurs représentants. M. Nangaa a aussi rencontré le Premier ministre Bruno Tshibala. Le président de la commission électorale doit annoncer ce troisième report de la présidentielle depuis 2016 lors d'une conférence de presse initialement prévue à 15h00 (14h00 GMT) au siège de l'institution à Kinshasa. Mais la conférence de presse a été retardée en raison d'une réunion plénière de la CENI. La CENI envisage un report de sept jours, avait indiqué un de ses officiels à l'AFP mercredi soir. Dans l'attente de cette annonce cruciale, la vie est encore normale à Kinshasa. Des dizaines d'étudiants se sont toutefois regroupés sur le campus de l'université (Unikin), prêts à se mobiliser pour le respect du calendrier électoral, a indiqué l'un d'eux joint par l'AFP. La campagne a été marquée de violences, avec au moins six morts. La procureure de la cour pénale internationale (CPI) Fatou Bensouda a mis en garde jeudi contre "une escalade de la violence, qui pourrait déboucher sur la commission de crimes graves relevant de la compétence de sa juridiction. Les trois scrutins présidentiel, législatifs et provinciaux du 23 décembre doivent déboucher sur la première transmission pacifique du pouvoir au Congo, espèrent les Nations unies et certains diplomates. Ils doivent organiser le départ du pouvoir du président Joseph Kabila, 47 ans, qui a renoncé à briguer un troisième mandat, interdit par la Constitution. - Deux reports - Ces élections dans le plus grand et l'un des plus instables des pays d'Afrique sub-saharienne ont été reportées une première fois à l'expiration du deuxième et dernier mandat du président Kabila fin 2016, officiellement faute de moyens financiers. Ce report avait suscité des protestations meurtrières dans le sang en septembre et décembre 2016. Un accord in extremis sous l'égide des vainqueurs le 31 décembre 2016 avait prolongé de facto d'un an le pouvoir du président Kabila, moyennant des élections en décembre 2017. Elles ont une nouvelle fois été reportées, officiellement en raison du retard pris dans l'enregistrement des électeurs au Kasaï, région du centre de la RDC victime d'un violent conflit entre septembre 2016 et mi-2017. Pour l'organisation des élections, la CENI refuse l'aide logistique et financière que lui propose la communauté internationale, à commencer par les moyens aériens de l'imposante Mission des Nations unies au Congo (Monusco). "Plus de deux ans après l'expiration des délais constitutionnels, aucun report n'est justifiable", a prévenu dans un communiqué la coalition Lamuka constituée autour du candidat d'opposition Martin Fayulu. M. Fayulu et ses alliés ont mis en garde le président de la République et celui de la commission électorale, qui devront "assumer toutes les conséquences de cette mascarade". Les deux mouvements citoyens anti-Kabila Lutte pour le changement (Lucha) et Filimbi ont appelé à la mobilisation en cas de report. M. Fayulu, dont la popularité ne s'est pas démentie pendant la campagne, a repris la route pour des réunions électorales dans le Bas-Congo à l'ouest de Kinshasa, a-t-on appris dans son équipe de campagne. Le candidat pro-Kabila Emmanuel Ramazani Shadary est aussi en campagne dans l'intérieur du pays. Le troisième principal candidat, l'opposant Félix Tshisekedi, est en réunion à Kinshasa, selon l'un de ses proches. Mercredi soir, M. Fayulu a été accompagné sous escorte policière chez lui à Kinshasa après avoir été retenu par un barrage policier à l'extérieur de la capitale où il voulait tenir une réunion publique, a constaté l'AFP. Juste avant son arrivée, le gouverneur provincial avait suspendu la campagne électorale à Kinshasa pour des "impératifs sécuritaires", dans une lettre curieusement datée à la fois de mardi et mercredi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});